

Suites de la grève générale en Guadeloupe

15-11-2009

Dernière mise à jour : 15-11-2009

Guadeloupe : une nouvelle grève générale en vue ?

La situation sociale aux Antilles et particulièrement en Guadeloupe s'échauffe à nouveau alors que Sarkozy a nommé une antillaise au secrétariat d'Etat à l'Outre-mer et qu'il s'est enfin exprimé sur le sujet le 6 novembre. La lutte continue pour l'application effective des accords Bino (augmentation des salaires de 200 euros et baisse des prix principalement). L'annonce par Marie Luce Penchart d'une nouvelle augmentation des prix de l'essence et l'arrivée de nouveaux contingents de gendarmes remettent le feu aux poudres.

Malgré les tentatives de décrédibilisation du LKP et la campagne de vengeance entreprise par les capitalistes (répression antisyndicale, licenciements des militants de la grève, fermetures d'entreprises, refus d'appliquer les accords, répression accrue de la jeunesse...), le peuple guadeloupéen n'a pas mis un genou à terre. Cependant un débat politique de fond se développe sur les perspectives du mouvement et les moyens à mettre en œuvre pour que l'État et le patronat tiennent leurs engagements et réellement en finir avec la pwofitasyon (c'est à dire l'exploitation et le système du profit en créole). Reprendre la mobilisation. Depuis septembre, les meetings et réunions locales se multiplient pour préparer une deuxième vague de luttes. Les soi disant réponses du gouvernement ne peuvent satisfaire les travailleurs. Marie Luce Penchart propose de permettre l'installation de nouveaux supermarchés pour favoriser la concurrence alors que même l'autorité de la concurrence a dû admettre que le système de fixation des prix est plus qu'opaque et qu'il est lié au monopole de quelques familles. S'il y avait de nouveaux supermarchés, ce sont les mêmes familles qui les posséderaient et les contrôleraient puisqu'elles contrôlent aussi les réseaux d'importation et de distribution. Il en va de même pour l'agriculture : on demande aujourd'hui aux petits paysans de produire pour exporter vers la Caraïbe alors que le pays vit sous perfusion alimentaire des produits venus de Métropole depuis des siècles. Et comment penser que ces producteurs vont faire concurrence à des pays tels que la Dominique ou Haïti? En continuant la concentration actuelle et en exploitant encore plus les petits paysans pour qu'ils cassent les prix. Le socialisme en Guadeloupe ? De quelque façon qu'on retourne le problème, on en arrive au même point : pour que la production se développe en fonction des besoins des Guadeloupéens il faut que ce soit les travailleurs, petits paysans et jeunes de Guadeloupe qui gèrent, contrôlent et planifient cette économie. Il s'agit donc de retirer leur pouvoir aux classes dirigeantes locales, la propriété privée de tous les moyens de production. Mais il s'agit aussi et surtout de renverser le système économique qui permet cette pwofitasyon pour réorganiser le système économique et donc la société en partant des besoins des membres de cette société. En s'appuyant sur des conseils élus par les travailleurs eux mêmes, permettant de prendre le contrôle des entreprises, et de s'organiser dans les quartiers, on pourrait évaluer les besoins réels et prendre les meilleures décisions y compris la fixation des prix, le respect de la nature, et les conditions de travail. Et ce sont les représentants de tels conseils élus directement par les travailleurs et la population (et révocables en cas de non respect de leur mandat) qui pourraient planifier la production en fonction des besoins réels et pas de ceux imposés par des ministères à Paris via le Préfet. Une telle planification socialiste et démocratique permettrait un réel développement de l'île. Cela nécessiterait aussi d'établir des liens de coopération avec le reste de la Caraïbe et non pas mettre ces pays en concurrence au service des impérialistes comme c'est le cas aujourd'hui. La grève générale a posé la question d'un tel renversement en mettant les travailleurs au centre même du changement. Et dans la lutte à venir les travailleurs de France devront aussi se mobiliser pour soutenir ceux de Guadeloupe et imposer une défaite au gouvernement qui met les travailleurs en concurrence et leurs impose des conditions de vie de plus en plus difficiles. Aujourd'hui le débat doit se développer sur quelle alternative au capitalisme. La question du statut ne peut se poser que dans ce cadre là si on veut réellement en finir avec toute exploitation en Guadeloupe et dans toute la Caraïbe. Le peuple guadeloupéen a montré la voie, il s'agit aujourd'hui de développer les discussions sur l'alternative au capitalisme dans la région, le socialisme et la construction d'un parti révolutionnaire pour y parvenir. Virginie Prégny L'Égalité n° 140 (novembre-décembre 2009)